

Les
Sociétés de Secours Mutuel,
les Caisses de retraite
et l'Assurance obligatoire
par
le Comte Baguenault de Puchesse

suivi

Des Crises commerciales
et leur retour périodique
par
Clément Juglar

Communications publiées
dans le
Compte rendu
du Congrès scientifique international
des catholiques
tenu à Paris du 1er au 6 avril 1891

1891

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

LES CAISSES DE RETRAITE

ET L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

PAR M. LE COMTE BAGUENAUT DE PUCHESSE

« Le XIX^e siècle, a dit un jour M. Gladstone, sera appelé le siècle des ouvriers. Sous ce rapport, la fin du siècle sera plus féconde encore que le commencement. Mais si l'Angleterre et les États-Unis nous ont précédés dans l'examen du grand problème social, si l'Allemagne marche depuis quelques années plus vite que nous, il ne faut pas oublier que le mouvement d'opinion qui a suivi la Révolution de 1848 a exercé dans le monde une influence considérable. Et, chose digne de remarque, — car elle a été bien rare depuis cinquante ans, — ce mouvement, commencé par le socialisme, a trouvé dans les chrétiens son plus ferme appui. Ce ne sont pas les révolutionnaires, ce sont les conservateurs et les catholiques qui lui ont donné sa forme pratique. Un grand homme de bien a été en France l'initiateur de toutes les œuvres populaires devenues viables; il s'était essayé à ce rôle par une longue expérience de la charité; il avait préparé le terrain par de modestes travaux, qui risquaient de demeurer bien inconnus; et, quand le hasard des événements politiques l'appela en 1849 à l'Assemblée nationale, il fut le rapporteur naturellement désigné et le rédacteur de toutes ces lois sur les sociétés de secours mutuels, sur les retraites, sur les apprentis, que l'Empire eut le bon esprit de ne pas engloutir dans la brusque destruction de la plupart des mesures libérales que la seconde République avait prises avant lui. Depuis, quelques grands écrivains, quelques cœurs généreux, comme MM. Jules Simon, Le Play, Léon Say, Oth. d'Haussonville, G. Picot, sont venus compléter l'œuvre de M. le vicomte de Melun, lequel aimait à dire que tout ce qu'il avait appris sur le bien à faire aux ouvriers, il le tenait d'une sainte religieuse, la sœur Rosalie.

L'année dernière même, à côté des merveilles scientifiques et industrielles de l'Exposition, à côté des plaisirs un peu futiles, offerts aux masses par la grande ville, il y a eu l'œuvre plus discrète des congrès, auxquels un petit nombre de spécialistes se sont rendus, mais qui ont publié les intéressants résultats de leurs discussions et de leurs travaux. Nous devons signaler, en

passant : le *Congrès international d'assistance*, tenu à Paris, du 28 juillet au 4 août 1889 (Paris, Rongier, 2 vol. in-4°), et les *Travaux du Congrès tenu en 1889 par la Société d'économie sociale et les Unions de la paix sociale* (Paris, 1890, in-4°). Dans plusieurs de ces discussions, il y a eu une trace très visible du socialisme d'Etat, défendu avec talent par le directeur de l'Assistance publique, M. Monod. « Les partisans de l'intervention de l'Etat, dit-il, sont dénoncés comme des dangers pour les finances publiques ; ils n'en ont cure. » Quand on se vante d'avoir fait passer le budget de l'Instruction primaire de 8 millions en 1869, à 85 millions, pour la création de 150 à 200 écoles dans des communes qui en étaient dépourvues, on peut bien tenter quelque chose pour rendre obligatoire par la loi l'assistance en faveur des indigents, qui se trouvent temporairement ou définitivement dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de l'existence. De là, à entourer la charité vulgaire et l'initiative privée de tous les obstacles légaux, administratifs et fiscaux, il n'y a qu'un pas.

Il s'est fondé, de plus, une *Société internationale pour l'étude des questions d'assistance*, qui a pour président M. Ch. Roussel, sénateur ; il existe un recueil mensuel, *La Revue des institutions de prévoyance*, dirigée par un autre sénateur, M. Hippolyte Maze, et qui en est déjà à sa quatrième année. Un journal hebdomadaire, le *Monde économique*, se publie sous la direction de M. Paul Beauregard, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit, avec un comité composé de MM. Léon Say, Bardoux, Levasseur, Permezel. Si l'on ajoute le recueil plus ancien et que chacun connaît, l'*Association catholique*, organe, un peu indépendant maintenant, de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, et la *Réforme sociale*, revue bi-mensuelle, on aura à peu près toutes les sources d'informations désirables sur le mouvement d'idées contemporain, en ce qui regarde la question ouvrière.

Nous voulons y joindre encore deux associations de fondation toute récente, l'*Office central des institutions charitables*, créé, il y a quelques mois, par M. Léon Lefébure, pour coordonner les efforts de l'Assistance libre et organiser, d'une façon pratique, l'assistance par le travail ; et la *Société d'économie politique catholique*, qui, pour réagir contre certaines tendances, semble avoir pris comme programme ces paroles de Mgr Freppel au congrès d'Angers : « Liberté individuelle, liberté d'association avec toutes ses conséquences légales, intervention de l'Etat limitée à la protection des droits et à la répression des abus, » et qui a eu pour premiers adhérents des économistes comme MM. Claudio Jannet, Hubert-Valleroux, A. Roussel, René Lavollée, le P. Forbes et le P. Ludovic de Besse, M. Ch. Périn, et Mgr d'Hulst, que nous ne saurions oublier ici. Mentionnons, enfin, cette institution officielle qui vient de sortir des premières délibérations du *Conseil supérieur du travail* et qu'il faudra juger à l'œuvre.

I

Nous dirons peu de chose des sociétés de secours mutuels. Elles ont pris cependant en France, depuis 40 ans, beaucoup de développement. Le dernier rapport publié par le Ministre de l'intérieur ne contient pas moins de 562 pages grand in-4° ; il rend compte des opérations de ces sociétés, pendant l'année 1887, et constate qu'au 31 décembre, il y avait 9 sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, 6.093 sociétés de secours mutuels, approuvées selon les conditions de la loi du 19 juillet 1850, et 2.334 sociétés simplement autorisées et ne jouissant pas des prérogatives assurées par les décrets du 26 mars 1852, du 26 avril 1856 et par diverses dispositions législatives, auxquelles on propose depuis longtemps d'apporter des modifications, sans que les pouvoirs publics puissent aboutir à un projet définitif.

Presque toutes les sociétés de secours mutuels fondées en France depuis 1852 sont en déficit, elles n'ont pu vivre que par les subventions publiques et privées, par les cotisations des membres honoraires, on devrait presque dire par la charité. La statistique officielle constate que la moyenne générale annuelle de la cotisation des membres participants est de 14 fr. 37, tandis que les frais généraux de maladie, les indemnités de chômage atteignent 17 fr. 52 par tête ; de telle sorte que chaque membre participant a dépensé ou reçu 3 fr. 15 de plus par année qu'il n'a apporté. Le personnel qui compose ces sociétés n'est pourtant point mauvais : c'est d'ordinaire l'élite des ouvriers ou des petits employés d'une grande ville ; mais, plus l'association est nombreuse, moins la solidarité se pratique entre les membres, chacun n'ayant d'autre pensée que de retirer deux ou trois fois sa mise au détriment de la communauté, dont les intérêts ne touchent personne ; et on doit reconnaître que la moitié au moins y arrive. Ces sociétés sont regardées en général comme une assurance : au moindre sinistre, on réclame une indemnité et on prend tous les moyens pour qu'elle soit la plus forte possible. Un seul avantage reste pourtant, c'est que le fait même d'entrer dans une société de secours mutuels est un acte de prévoyance et une sage précaution dont tous les pères de famille ne sont pas capables.

En Allemagne, où cette pratique est devenue obligatoire depuis quelques années, les résultats en ont été favorables sans doute pour la masse, mais désastreux pour l'État. On avait calculé que la loi d'assurance contre les maladies, du 15 juin 1883, nécessiterait une dépense de 12 m. 40 par ouvrier, et les premières statistiques avaient semblé se rapprocher de ce chiffre. Depuis, la dépense s'est élevée à 14 et 15 m., soit 17 fr. 50 et 18 fr. 75 par tête et par an. L'impôt correspondant est de 3 0/0 du salaire quotidien usuel, pour les caisses locales, les caisses de fabrique, les caisses libres, le

tiers de cette somme étant payé par le patron, quand l'ouvrier n'est pas isolé. Le salaire moyen étant en Allemagne de 500 à 600 fr. par an, c'est 15 à 18 fr. de contribution, soit une petite insuffisance à la charge de l'État, sans compter tous les frais d'administration des caisses d'assurance.

Cette situation n'a rien d'enviable. Si on l'introduisait en France, les abus seraient plus grands, et la moralité des ouvriers ne pourrait qu'y perdre. Faire de l'État le nourricier de tout un peuple, l'entrepreneur général des secours et des soins en cas de maladie, c'est peut-être un moyen de gouvernement, mais c'est prendre un engagement bien dangereux pour l'avenir, et devant lequel tous les esprits réfléchis hésiteraient.

La responsabilité de l'État allemand s'est encore accrue par la loi du 22 juin 1889 sur l'assurance contre les invalidités du travail. Si elle impose aux patrons de lourdes charges, elle grève le trésor public pour ainsi dire sans limites, puisque l'assurance donne droit à une rente d'invalidité ou de vieillesse proportionnelle aux contributions des assurés, et payable à termes mensuels par l'administration des postes de l'empire. Les rentes varient suivant quatre classes de salaires, et elles vont de 150 fr. à 360 fr. ; elles ne se confondent pas toutefois avec la rente qui serait déjà acquise en vertu de la loi sur les accidents ¹.

On a calculé, dans les rapports annexés au projet de loi, que les charges de ce nouveau budget seraient de 7 millions pour la première année, et de 238 millions dans quatre-vingts ans, quand l'institution fonctionnerait en plein. Mais ces calculs ne tiennent compte ni de l'augmentation des salaires, ni de la diminution de la valeur de l'argent. Et puis, il faut bien prévoir que les ouvriers ne se contenteront pas des retraites promises et qu'ils tâcheront d'obtenir de leurs représentants une augmentation d'autant plus facile à réclamer qu'elle sera une simple charge d'État. Le temps n'est pas loin où les élections se feront sur ce terrain ; et il ne sera pas aisé aux candidats d'opposer une résistance bien sérieuse aux revendications de la masse. Aussi aucune loi n'a-t-elle trouvé dans le pays autant de contradicteurs, autant de protestations venues de tous les points, et elle n'a pu être votée, malgré la pression impériale, qu'à la faible majorité de 185 voix contre 165. Les assurés eux-mêmes ne trouvent pas que les sacrifices soient en rapport avec les avantages qu'on leur offre. Et, de leur côté, les députés démocrates-socialistes se plaignent déjà, tout en ayant vivement soutenu la loi, que les rentes promises sont trop minimes et les contributions exigées trop élevées. Mais c'est pour eux une arme précieuse, dont ils annoncent clairement l'intention de se servir. Le chef du parti, M. Bebel, ne disait-il pas à la majorité du Reichstag, dans son discours du 20 mai 1889 : « Si les choses continuent à marcher comme elles ont marché jusqu'ici, nous n'aurons qu'à nous en féli-

1. Le socialisme d'état dans l'Empire allemand. Les pensions aux invalides, par M. Grad. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril 1890.

citer. La démocratie socialiste existe, la démocratie socialiste prospère, et la démocratie socialiste triomphe, en définitive, — avec vous et malgré vous. »

Si nous avons insisté sur ces exemples étrangers, c'est que chez nous la tendance à les suivre devient de jour en jour plus manifeste. La question est posée non seulement près de toutes les sociétés industrielles qui se trouvent en présence des revendications de leurs ouvriers, mais près des pouvoirs publics, qui ne pourront indéfiniment ajourner la solution du problème. Sans parler de cette loi d'attente, dont la discussion a commencé à la Chambre des députés le 13 janvier 1891, et qui a pour but très légitime de donner une garantie spéciale aux fonds remis par les ouvriers aux patrons, en modifiant à cet effet l'article 2101 du Code civil, il n'y a pas moins de cinq propositions nouvelles, émanées de divers groupes de la Chambre, et toutes relatives à l'organisation « d'une caisse de retraites des travailleurs, d'une caisse nationale de retraites du travail, d'une caisse de retraites des ouvriers », qui ont été prises en considération, sur la conclusion de la commission d'initiative parlementaire, et renvoyées, le 5 février 1891, à cette grande commission du travail, composée de trente-huit membres, et qui n'a pu, depuis plus d'une année qu'elle existe, arriver à aucune conclusion sérieuse. M. de Ramel et M. Le Gavrian auraient voulu la nomination d'une commission spéciale, qui aurait peut-être activé son travail ¹.

Quoi qu'il en soit, l'initiative privée a déployé plus de zèle et surtout un zèle plus pratique. Un grand nombre de sociétés houillères ou métallurgiques, — ce sont celles qui emploient le plus d'ouvriers — désireuses d'assurer une retraite à leurs travailleurs et justement préoccupées de l'énorme responsabilité que leur imposait la conservation et la gestion des capitaux destinés à cet onéreux service, ont adopté un système, longuement discuté et controversé, et qui est connu maintenant sous le nom de *livret individuel*. Au lieu d'opérer des retenues de salaire, ou même par simple bienveillance, de promettre des retraites fixes à ceux de leurs ouvriers qui resteraient dans la compagnie jusqu'à 55 ans d'âge et 30 ans de service accomplis, — ce sont là les conditions les plus communes — elles se bornent à encourager la prévoyance, en s'imposant de lourds sacrifices, mais en s'exonérant de la charge de l'administration financière des fonds de retraite. Pour cela, elles ont recours, — ce qui est permis à tout le monde — à une institution trop peu connue, la *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse*, fondée sous l'Assemblée nationale, sur le rapport très complet de M. Thiers, par la loi du 18 juin 1850, et réorganisée par la loi du 20 juillet 1886. C'est une administration publique, relevant du Ministère de l'intérieur, mais ayant son autonomie spéciale et sa commission supérieure indépendante, qui en assure le bon fonctionnement. De plus, comme la Caisse nationale n'a pas de capital-actions à rémunérer et que ses employés sont payés par l'État, ses tarifs

1. *Journal officiel* du 6 février 1891.

sont plus avantageux que ceux des meilleures compagnies d'assurance sur la vie, et ses combinaisons très simples sont à la portée des bourses populaires.

Donc, ces sociétés prennent, pour chacun de leurs ouvriers ou employés, un livret à la caisse nationale des retraites, et elles les engagent à déposer chaque année des sommes qui devront leur produire, à 55 ans ou à 60 ans, une rente viagère pour leurs vieux jours. Ces sommes, qui sont fixées d'ordinaire à 3 0/0 du salaire, sont libéralement doublées par la Compagnie, ce qui équivaut, par le fait, à une augmentation de 3 0/0 sur la main d'œuvre. Le produit de ces 6 0/0 est la propriété absolue du déposant ; on l'inscrit à son nom sur son livret, et, s'il vient à quitter la Compagnie, il emporte son bien avec lui. Il peut, s'il a des ressources, déposer une somme plus forte qui augmentera son pécule. Il peut choisir le mode de capital aliéné ou de capital réservé, s'il veut, à sa mort, laisser un petit patrimoine à sa famille. En tous cas, la pension est réversible par moitié sur la tête de la veuve.

Ce système a l'inconvénient, aux yeux de quelques personnes, d'enlever tout lien entre l'ouvrier et le patron, puisque ce dernier n'est plus qu'un simple intermédiaire et que, tout en restant dépositaire du livret, il doit le remettre à toute réquisition, à celui qui désire quitter son travail et abandonner l'usine ou la société qui a été longtemps sa bienfaitrice. On peut répondre — et l'expérience l'a prouvé — que le fait seul de posséder un livret dans lequel l'ouvrier peut voir de ses yeux le capital qu'il possède et la rente dont il est assuré de jouir à un âge déterminé, est susceptible de moraliser le travailleur, de le rendre plus stable, plus attaché à son patron, moins disposé à tenter l'aventure des grèves ou de l'abandon de sa profession.

Le premier industriel qui ait essayé cette organisation est le directeur des mines d'Anzin, qui n'emploie pas moins de 12.000 à 15.000 ouvriers. Depuis dix ans que le livret individuel est de rigueur — et le conseil de régie a eu beaucoup de peine à le laisser instituer — il n'y a eu, à Anzin, malgré les agitations voisines, ni troubles, ni grèves, ni réclamations de la part du personnel. Ce n'est pourtant que très récemment que plusieurs sociétés se sont décidées à suivre cet exemple et, parmi elles, nous citerons la Compagnie des mines, forges et fonderies d'Alais, la Compagnie des houillères de Rochebelle et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, qui vient d'appliquer le bénéfice de cette mesure à ses moindres ouvriers non commissionnés, aux simples hommes de peine. Enfin nous savons que la Compagnie du Midi élabore, dans ce moment, un règlement analogue, très effrayée de l'immobilisation énorme des capitaux que son ancienne caisse de retraite particulière lui imposait. Un autre avantage du livret individuel, c'est qu'il ouvre la voie à l'initiative de l'ouvrier et qu'il lui donne le mérite de l'économie volontaire. Les Compagnies, en effet, ne forcent aucun de leurs ouvriers à déposer à la caisse nationale des retraites ; elles ne fixent même la somme qui devra être prélevée sur les salaires que comme maximum : elles se bornent à dire que jusqu'à 3, 4, 5 0/0 de la paye mensuelle ou hebdomadaire, elles doublent

gracieusement le dépôt de l'ouvrier. Celui qui ne pourrait rien mettre de côté pour l'avenir sera libre de dépenser jusqu'au dernier centime de son salaire, mais alors la Compagnie ne lui offrira aucun avantage supplémentaire. Il faut observer en dernier lieu que cette pratique, d'un fonctionnement si simple, pourrait être appliquée par le moindre patron pour un nombre d'ouvriers aussi restreint que possible ; et quel est donc celui qui, afin de garder un employé travailleur et fidèle, refuserait d'augmenter de 3 0/0 son salaire pour l'encourager à l'épargne et se décharger en même temps du devoir, sinon de l'obligation, de lui assurer une pension dans ses vieux jours ?

Un mot maintenant sur les résultats atteints par des versements, même modiques, à la *Caisse nationale des retraites*. En calculant à 1.000 fr. par an le salaire moyen d'un ouvrier, on pourrait déposer en son nom 30 fr. par an, plus 30 fr. au compte du patron, soit une somme de 60 fr., qui, si l'on commençait à 20 ans, produirait, à 55 ans, une somme de 251 fr. 10 ; à 60 ans, 409 fr. 86 de rente à capital aliéné. Le revenu serait évidemment moins élevé si le capital était réservé, mais alors l'ouvrier laisserait à sa mort, après avoir joui de sa pension pendant sa vie, une somme de 1.800 fr. à ses héritiers. Si on allait jusqu'à 5 0/0 du salaire, la rente serait de 418 fr. 50, à 50 ans : 683 fr. 10 à 60 ans ; et on pourrait faire le même calcul avec des sommes différentes et des âges intermédiaires. Le choix de ces diverses combinaisons serait laissé à l'ouvrier, dont la liberté resterait ainsi complète, l'État et la loi n'intervenant en rien entre lui et les patrons, si ce n'est pour protéger et favoriser le dépôt de son argent dans un établissement public, dont la bonne gestion est entourée de toutes garanties.

II

Et maintenant, quelles conclusions morales peut-on tirer de la situation que nous venons d'exposer brièvement ?

L'esprit d'association existe peu en France, par le motif que, depuis la Révolution, on a tout fait pour mettre des entraves à cette liberté, si indispensable à un grand pays, qui souffre depuis cent ans de la plaie de l'individualisme et de l'égoïsme croissant d'un monde nouveau où chacun vit pour son compte en face du gouvernement, quel qu'il soit, sur lequel on se repose volontiers de tout. Depuis quelques années, un mouvement réel s'est produit en faveur de l'association, mais il est constamment entravé par une législation étroite et méfiante. Et puis, la tendance à faire des lois spéciales pour les ouvriers est venue paralyser les initiatives individuelles. C'est pourtant un grand danger, comme le disait récemment M. d'Haussonville, que d'accoutumer le travailleur « à trop compter sur la protection de l'État en le traitant comme un perpétuel mineur, sur lequel un tuteur attentif doit veiller, et qui n'a d'intérêt ni à être prudent, puisque la société le garantit contre les consé-

quences de l'accident amené par sa faute, ni à être prévoyant, puisqu'elle se charge de sa vieillesse, ni à être laborieux, puisqu'elle lui assure un minimum de salaire ¹. » C'est là cependant ce que prétendent faire un certain nombre de catholiques qui croient voir une panacée universelle dans le rétablissement de la corporation presque obligatoire et dans la formation des syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, qui auraient le droit d'imposer sur toutes les questions une solution, bonne, peut-être, dans certains cas, mais absolument contraire à la liberté du travail. Et, chose curieuse, dans leurs revendications et même leurs projets de loi, ils donnent la main aux plus fougueux représentants du radicalisme.

Nous croyons qu'en pareille matière c'est à la liberté, à l'idée du devoir, au sentiment très louable de prévoyance pour soi et les siens qu'on doit faire appel, bien mieux qu'à la contrainte ou à l'obligation légale. Il faut qu'il y ait une différence, même au point de vue des avantages temporels, entre l'ouvrier économe, soucieux de l'avenir, de vie honnête, d'habitudes rangées, et le nomade, indifférent à tout, vivant au jour le jour, et pensant que la société ne saurait manquer de le recueillir, quand il sera à bout de ressources, ne fût-ce qu'à la prison ou à l'hôpital.

Au contraire, fondées sur le principe de la solidarité et de la fraternité, les sociétés de secours mutuels permettent de recevoir sans honte l'assistance qu'on donne à son tour sans morgue. Elles rapprochent les hommes sur le véritable terrain de l'égalité ; tous les services y sont absolument gratuits, et la dignité de chacun en est rehaussée. Le sacrifice volontaire que s'impose chaque associé n'est pas absolument égoïste. Le placement est doublé d'une bonne action, puisqu'on n'est pas assuré d'être malade, mais qu'on est certain que la cotisation annuelle servira à secourir des confrères malheureux. Si quelques-uns reçoivent beaucoup plus qu'ils n'ont donné, il faut nécessairement que le plus grand nombre des sociétaires donnent plus qu'ils ne reçoivent. Avec l'économie et la prévoyance, les qualités morales marchent de pair. Ce sont généralement les meilleurs citoyens d'une ville qui entrent dans une société de secours mutuels ou qui se gênent pour déposer dans les caisses de retraites de petites sommes, qu'ils retrouveront grossies plus tard pour eux ou pour leurs enfants. Même au point de vue religieux, on ne saurait trop encourager ces pratiques ; car, par la charité, c'est l'âme qu'on atteint en secourant les misères corporelles. Mgr Korum, évêque de Trèves, disait, en septembre 1890, dans un beau discours au Congrès de Liège : « Il faut d'abord s'occuper des intérêts matériels de ceux que nous voulons ramener dans la bonne voie. C'est le seul moyen de se faire écouter. J'ai remarqué, lorsque j'étais curé et professeur et que j'allais visiter les malades pauvres, que j'arrivais à leur parler plus facilement du salut éternel quand je

1. *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin 1890. — Socialisme d'État et socialisme chrétien, par M. le comte d'Haussonville.

parvenais, pour quelques jours du moins, à les préserver des horreurs de la faim. L'ouvrier ressemble au malade : quand il souffre, quand il peine, qu'il est dans la misère, qu'il lutte contre les besoins pressants de l'existence, il ne peut envisager de sang-froid le problème social. »

On a répété souvent qu'il était bien facile aux riches de réclamer la sagesse et la patience de ceux qui n'ont rien ! Par un sentiment contraire, on devient volontiers rangé et tranquille dès qu'on a quelque chose à conserver. Le livret individuel, librement couvert des économies successives de l'ouvrier, le livret de sociétaire d'une assurance mutuelle contre les maladies ou la vieillesse, rend en quelque sorte propriétaire, et permet d'envisager le lendemain. Il s'opère ainsi, parmi les classes déshéritées de l'humanité, où le bonheur est toujours l'exception, une sélection profitable à chacun. Dans toutes les enquêtes sur la criminalité, on a observé qu'un nombre infiniment petit de membres de sociétés de secours figuraient parmi les condamnés pour crimes ou délits. De plus, tous les règlements mutualistes excluent les maladies ou les accidents causés par l'ivresse et la débauche, ce qui écarte les alcooliques et les immoraux.

Aussi, tout en reconnaissant qu'il y a bien des imperfections et des abus dans la façon dont les classes populaires comprennent la mutualité, celles qui la pratiquent jouissent pourtant d'une moralité moyenne supérieure. Cette moralité est à la vérité peu austère et peu élevée ; mais l'humanité sera toujours la même et on ne la reformera jamais entièrement. Obtiendrait-on de meilleurs résultats encore et arriverait-on à un bien réel et durable en joignant à ces institutions purement séculières l'élément religieux ? Nous ne le croyons pas. Et la raison en est que celles de ces associations où les pratiques religieuses jouent un rôle prépondérant, ne sont pas meilleures que les autres. En général, tous les membres des sociétés de secours mutuels sont respectants, croyants même. Tous les enterrements se font à l'église, et la tenue des assistants obligatoires y est excellente. Faut-il chercher mieux et introduire la religion dans des œuvres, inspirées évidemment par l'esprit chrétien, mais qui n'ont qu'un but temporel et civil ? Encore une fois, tel n'est pas notre sentiment. C'est peut-être le vestibule du temple, ce n'est pas le temple lui-même ; et dans l'esprit étroit et ignorant du peuple, il n'y a pas d'avantage à mêler la religion à ce qui ne la regarde pas directement. Cette conclusion est sans doute un peu hardie et absolue, d'autant que certainement nous aimerions mieux voir l'Église que l'État à la tête de ces institutions ouvrières, que tout le monde réclame aujourd'hui. Dans la situation actuelle de notre société, nous serions tenté de dire : ni l'Église ni l'État, mais une organisation indépendante, libre, donnant à chacun sa responsabilité avec le sentiment de son devoir. Comme le proclamait récemment, avec sa franchise et son éloquence ordinaires, Mgr Turinaz, évêque de Nancy : « Il faut résoudre le plus tôt possible la question ouvrière ; et, pour la résoudre, trois grandes puissances doivent compléter et soutenir toutes les autres

puissances : la justice, la charité et la liberté. La justice, qui respecte et fait respecter tous les droits ; la charité qui, plus puissante encore que la justice, la supplée, apaise les haines, soulage les misères et rapproche dans la vraie fraternité les classes sociales ; la liberté, qui ne permet que dans la mesure nécessaire l'intervention de l'État et qui protège l'initiative et la dignité des ouvriers et des patrons. »

DES CRISES COMMERCIALES

ET DE LEUR RETOUR PÉRIODIQUE

EN FRANCE, EN ANGLETERRE ET AUX ÉTATS-UNIS¹

PAR M. CLÉMENT JUGLAR.

Sans parler des révolutions, des guerres, qui viennent si souvent troubler et bouleverser l'ordre économique, il y a des accidents qui, depuis le commencement du siècle, ont plus particulièrement attiré l'attention, parce qu'ils se présentent simultanément dans les grands pays d'affaires, en Angleterre, en France, aux États-Unis, et, actuellement, embrassent les pays plus jeunes, entrant à leur tour dans le mouvement des affaires. Ces accidents, ce sont les crises commerciales; par leur retour périodique elles viennent jeter le trouble dans les affaires, les suspendre même pendant un certain temps, entraînant la ruine des maisons qui ont abusé de leur crédit.

Pendant longtemps, on a cru que ces ébranlements des affaires tenaient à des accidents particuliers, locaux, très variables, déjouant toutes les prévisions, comme une trombe qui passe et dévaste tout un pays.

Au commencement du siècle, les rapports de pays à pays étaient moins faciles, par conséquent moins fréquents qu'aujourd'hui, on ne se rendait pas bien compte de la solidarité qui les rattache les uns aux autres; dans ces quarante dernières années, cette solidarité est enfin apparue d'une manière très nette aux yeux de l'observateur. Les crises éclatent au même moment dans le monde, elles frappent surtout les pays où les affaires se traitent à terme sur une grande échelle; les pays où les localités où la majorité des transactions se fait au comptant, en sont à l'abri ou, du moins, n'en reçoivent que le contre-coup.

Parmi les pays les plus exposés à ces commotions périodiques, nous citerons la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis. Nous avons ainsi sous les yeux les trois pays où le commerce et l'industrie jouent le plus grand rôle, et où les mouvements qui s'y produisent portent sur des sommes nulle part dépassées. Nous aurons ainsi dans la main les meilleurs instruments pour

1. *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, par Clément Juglar, 1889, 2^e édit. Guillaumin.

mesurer les écarts qui vont se produire, en hausse ou en baisse, selon la situation générale des affaires.

Recherchons donc, au seul point de vue historique, la série des crises observées dans chacun de ces pays depuis 1800. En voici le tableau.

	En France	En Angleterre	Aux États-Unis
Crise	1804	1803	»
—	1810	1810	»
—	1813	1815	1814
—	1818	1818	1818
—	1826	1826	1826
—	1830	1830	»
—	1836	1837	1837
—	1839	1839	1839
—	1847	1847	1848
—	1857	1857	1857
—	1864	1864	} Guerre de sécession
—	»	1866	
—	»	1873	
—	1882	1882	1884

La série est assez longue pour nous permettre de constater la répétition et la simultanéité de l'explosion des mêmes accidents dans les trois grands pays pris pour type ; cette simultanéité nous montre bien la solidarité qui les réunit, et les retours périodiques des crises ressortent de la succession des années que nous avons sous les yeux, quoique l'écart qui les sépare ne soit pas toujours le même, ce qui se comprend, quand on embrasse des mouvements qui se produisent sur tous les marchés du monde.

Jusqu'en 1864 les crises éclatent bien la même année dans les trois grands pays. En 1864, les États-Unis ont simultanément non seulement une terrible crise économique, mais encore la guerre civile. L'Angleterre, par suite de ses relations avec les États-Unis, avait été la première touchée en 1864, et tout le continent européen secoué avec elle ; mais, plus forte que les nations voisines, elle avait mieux résisté ; sans doute la hausse des prix avait subi chez elle, comme partout, un arrêt bien significatif ; la baisse se faisait déjà sentir avec ses fatales conséquences, l'obligation de se liquider ; mais, plus puissante, elle avait pu maintenir une situation bien ébranlée, bien instable, pendant dix-huit mois, jusqu'au mois de mai 1866, où la crise éclata un vendredi, plus violente qu'elle n'avait été en 1864, d'où le nom de *Black friday* qu'on donna à ce jour néfaste. Les nations voisines, la France surtout, qui avait été très touchée en 1864 et dont la liquidation était bien avancée en 1866, ne ressentit pas le moindre contre-coup du krach de 1866 à Londres. Ce dernier fut le seul marché qui, ne s'étant pas encore liquidé, fut bouleversé sans que la secousse s'étendit au dehors, à l'étranger.

Dans la crise suivante, en 1873, nous notons encore une anomalie; ce n'est plus l'Angleterre, c'est la France dont la période prospère est arrêtée par l'invasion allemande, trois années avant qu'elle n'eût parcouru son cycle, qui, non interrompu chez les autres nations n'ayant pas pris part à la guerre, se continue jusqu'en 1873.

Il en fut de même en 1882 pour les États-Unis : ils résistèrent assez bien d'abord, pendant que la France succombait. La place de Londres et les autres marchés très ébranlés se préparaient à liquider, pendant que de l'autre côté de l'Atlantique on s'efforçait de maintenir les prix sans y parvenir; ils finirent cependant par suivre le mouvement de baisse qui dominait partout, et la crise éclata enfin en 1884.

Ainsi, quelles que soient la gravité des accidents et la puissance de résistance qui favorisent ou s'opposent à l'explosion de la crise, un peu plus tôt un peu plus tard, elle aboutit toujours dans les mêmes conditions, pour ainsi dire au même moment, dès que tout a été préparé pour l'explosion, c'est le bassin auquel il ne manque qu'une goutte d'eau pour le faire déborder.

La périodicité des crises étant ainsi bien établie dans le monde, sous quelle influence se développent-elles? sont-ce des accidents toujours et seulement néfastes?

A les considérer en elles-mêmes, d'après ce que l'on voit et ce que l'on dit, sans doute il faut les redouter et prier la Providence de nous en préserver; mais quand on observe de plus près et quand on constate que, depuis 1800, chaque crise, malgré les ruines qu'elle traîne à sa suite, a toujours été suivie, la liquidation faite, d'une période de prospérité plus grande que celle qui l'avait précédé, et qu'en résumé les pays qui ont eu les crises les plus graves, bien loin de s'appauvrir, sont devenus de plus en plus riches (citons seulement la France, l'Angleterre et les États-Unis), il faudra bien admettre qu'à côté de ce qu'elles ont de funeste, elles remplissent un rôle utile en débarrassant le marché de tous les crédits douteux, mêlés, par suite des facilités avec lesquelles on les accordait, à ceux des maisons honorables et prudentes.

Dans le vaste champ des spéculations, beaucoup sont heureuses tant que la hausse des prix persiste, mais combien sont menacées d'un funeste retour quand elle s'arrête. Il y a donc, à la fin d'une période de prospérité, un tri à faire pour reconnaître les bons et les mauvais crédits; conserver les premiers, éliminer les seconds, ce qui se produit pendant la liquidation des crises. Cette élimination faite, le marché dégagé reprend de suite sa marche interrompue, et la nouvelle période prospère qui s'ouvre dépasse toutes les précédentes. Rien ne montre mieux l'utilité des crises pour rétablir l'équilibre des prix quand il a été troublé par des spéculations effrénées et pour ramener une certaine harmonie dans la production, la distribution, la consommation des richesses.

En présence de ces variations constantes de l'état économique des popula-

tions, il y a longtemps qu'on est à la recherche d'un instrument qui donnerait le moyen de l'apprécier.

Parmi tous les relevés officiels que nous avons sous la main, lesquels choisir pour nous éclairer ?

Rien n'est plus variable que l'état des populations à différentes époques. Il y a des séries d'années pendant lesquelles les affaires se développent presque sans arrêt, quels que soient les événements qui viennent se jeter à la traverse, c'est le mouvement croissant, et d'autres où elles se ralentissent, diminuent, c'est le mouvement décroissant. Ces oscillations différentes dans les deux sens ne sont pas particulières à un pays, elles s'étendent à tout le monde des affaires. Ces marches en avant, ces reculs, ces arrêts marquent les étapes dans la marche des affaires et le développement de la richesse des peuples civilisés.

Dans ces derniers temps, on a fait de grands efforts pour mesurer la fortune, les revenus et la consommation des peuples.

En présence de la difficulté d'arriver à une appréciation exacte des revenus, on s'est demandé s'il n'était pas plus facile de connaître les dépenses en observant les consommations ? Mais prenons-nous les boissons, chez un peuple, c'est le vin, le cidre ; chez l'autre, la bière, le thé.

Pour la production, quelle comparaison établir pour celle de la houille et du fer entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France ?

Tous ces relevés prendront place dans le tableau définitif, mais, seuls, ils ne sauraient nous éclairer.

Il y a cependant un mouvement qui embrasse l'ensemble des produits dans tous les pays du monde, et qui a été mis jusqu'ici au second plan quand il mérite d'occuper le premier : c'est le mouvement des échanges chez les différents peuples, tels que le donne la circulation fiduciaire quand elle n'est pas dépréciée, et quand elle est admise par l'escompte à l'aide d'une troisième signature dans le portefeuille des grandes banques de France, d'Angleterre, des États-Unis, d'Allemagne, en un mot, là où la bank-note circule au pair avec l'or.

Jette-t-on alors un coup d'œil sur une série de bilans de ces banques, s'étendant non seulement sur une année, mais sur une assez longue suite d'années, pour nous permettre de remonter jusqu'en 1800, presque un siècle, et nous constatons, ne prenant que les chiffres maxima et minima des deux principaux articles, l'encaisse et le portefeuille (effets de commerce escomptés), que les chiffres dans la colonne des maxima et des minima nous présentent des séries ascendantes et descendantes qui correspondent à des périodes bien caractérisées.

Pour chacun de ces deux articles des bilans, le sens du mouvement est loin d'être le même.

Est-il ascendant pour le portefeuille, descendant pour l'encaisse, nous sommes dans la période prospère.

Est-il descendant pour le portefeuille, ascendant pour l'encaisse, nous sommes dans la période de liquidation.

Le point intermédiaire qui sépare ces deux états, si différents l'un de l'autre, constitue la crise, période critique qui détermine un arrêt brusque des affaires lancées dans les plus hauts prix. On ne trouve plus ni crédit, ni nouveaux preneurs, il faut donc liquider en baisse ce que l'on a acheté en hausse; de là de nombreuses suspensions ruineuses qui caractérisent la période de liquidation; une fois terminée, elle sera le point de départ d'une nouvelle période de prospérité plus brillante que les précédentes.

Quoique toujours graves pour une nation, les crises, une fois la liquidation terminée, malgré l'importance des capitaux qui y ont été engloutis, ne laissent point le pays appauvri. Le capital réalisé et épargné dans la dernière période prospère, est toujours là, cherchant une occasion pour un nouvel emploi, comme l'indique l'abaissement du taux de l'intérêt à 2 ou 1 0/0 pendant la liquidation, quelques mois à peine après l'explosion de la crise, alors que, quelques mois avant, à 9 et 10 0/0 le capital était introuvable, ne voulant pas s'engager aux prix qui avaient cours alors sur les grands marchés du monde. Aussitôt que les prix ont baissé, le capital intervient, et le classement des produits reprend son cours.

Dans le commerce et dans l'industrie comme dans tout le reste, il y a toujours une question de mesure à garder, dont, en hausse comme en baisse, on s'éloigne sans cesse; c'est à bien distinguer et à profiter de ces écarts que l'homme d'affaires montre sa supériorité.

Voici donc les trois états auxquels il faut toujours songer, parce qu'inévitablement on est placé dans l'un d'eux :

- 1° Période prospère, période de hausse des prix;
- 2° Crise, arrêt de la hausse des prix;
- 3° Période de liquidation, période de baisse des prix.

Comment reconnaître ces périodes? N'oublions pas que notre étude embrasse le monde entier, et que nous observons les mouvements du commerce et des prix sur tous les grands marchés. Or, quand nous parlons des périodes de hausse ou de baisse de prix, cela ne veut pas dire que pendant une série d'années les prix seront toujours en hausse ou toujours en baisse. Pendant chaque période, il y aura les oscillations inévitables produites par l'offre et la demande, selon les besoins locaux et l'appréciation de la situation générale. Il y aura donc des mouvements en avant et des retours en arrière, réactions nécessaires, mais si les chiffres maxima et minima de l'année précédente ne sont pas dépassés, on se tiendra toujours au dessus ou au dessous des minima précédemment cotés, selon que l'on se trouvera dans la période prospère ou dans la période de liquidation.

Mais comment reconnaître ces périodes?

En portant notre observation sur tout ce qui peut nous donner une idée du mouvement des échanges, c'est-à-dire sur la circulation fiduciaire

représentée par les effets de commerce, les lettres de change, en un mot par toutes les promesses de payer à terme.

Nous constaterons ainsi si ces promesses sont facilement compensées à l'échéance ou s'il faut faire intervenir les métaux précieux, selon que le niveau des réserves métalliques se maintient ou s'abaisse.

Les cours du change nous indiqueront vers quel pays l'or est attiré.

Le taux de l'escompte nous permettra de modérer ce drainage et même d'en changer le cours.

Le taux des reports indiquera bien l'importance des engagements en hausse ou en baisse, bas dans le premier cas, élevé dans le second.

Les clearing-houses de Londres et des États-Unis nous montreront l'importance des sommes compensées ; les chiffres des émissions de valeurs, la facilité avec laquelle le capital s'offre et absorbe tout ce qu'on lui présente.

Enfin les cours des prix dans toutes les opérations commerciales et même, ce qui est caractéristique, dans toutes les transactions civiles, achats ou vente de meubles ou d'immeubles, nous permettront de juger à quel moment, dans quelle période nous sommes placés, au début, au milieu ou à la fin.

Quelques chiffres placés sous les yeux nous montreront le mécanisme de ces mouvements alternatifs. Nous prendrons pour exemples les bilans de la Banque de France, et nous pourrions y joindre ceux de la Banque d'Angleterre et des banques des États-Unis.

MOUVEMENTS DES BILANS DE LA BANQUE DE FRANCE

		Circulation des billets	Portefeuille Escompte	En caisse	Comptes courants privés	du Trésor
		Millions de fr.				
Crise	1847	0.300	0.300	0.078	0.040	0.004
Liquidation	1851	»	0.093	0.628	»	»
	1852	»	»	»	0.218	0.155
	1853	0.704	»	»	»	»
	1855	»	»	»	0.115	0.018
	1856	»	»	0.152	»	»
Crise	1857	0.526	0.628	»	»	»
Liquidation	1858	»	0.348	»	»	»
	1859	»	»	0.646	0.341	0.293
	1862	0.869	»	»	»	»
Crise	1864	0.720	0.791	0.151	0.110	0.024
Liquidation	1868	»	0.387	1.314	0.539	0.499
	1869	1.439	»	»	»	»
Crise	1873	3.071	2.578	0.705	0.141	0.072
	1877	»	»	2.281	»	»
Liquidation	1879	2.101	0.373	»	»	»
	1881	»	»	1.750	»	»
Crise	1882	»	1.724	»	1.004	0.499
	1884	3.142	»	»	»	»
Liquidation	1886	2.973	0.413	2.525	1.461	1.451
	1891	3.200	1.300	2.600	1.400	1.800

Sur le tableau qui précède nous ne donnons que les chiffres maxima et minima des mouvements des bilans. Au premier coup d'œil on mesure l'étendue des oscillations en hausse et en baisse ; sans doute ces oscillations n'ont pas lieu d'un seul jet ; il y a, dans les deux sens, des arrêts, des retours ; rien de plus curieux que de suivre par mois, sur un tableau graphique, les grandes oscillations qui se produisent chaque année, sans parler des petites de chaque jour.

Ce qu'il faut noter, c'est que, dans la période ascendante ou descendante, le chiffre maximum ou minimum annuel de chaque article du bilan est toujours, dans le sens du mouvement qui lui est propre, supérieur ou inférieur à celui de l'année précédente, jusqu'à ce que, la période terminée, il se retourne en sens inverse. Il y a donc là une tendance bien marquée dans un sens qui ne se manifeste pas seulement sur une place, mais dans le monde, et qui entraîne chaque article des bilans jusqu'à ce que toutes les forces qui animent ce mouvement soient épuisées. Ces forces, c'est le crédit, et le capital qui doit à l'échéance venir à son secours. Quand tout a été mis en jeu et qu'il n'y a plus de réserve, la crise éclate ; puis l'épargne se reconstituant peu à peu pendant la liquidation prépare et ouvre la voie pour une nouvelle période de prospérité.

Prenons seulement quelques exemples sur le tableau qui précède, nous serons de suite frappés de l'étendue des oscillations.

Sans remonter au delà de la crise de 1847, nous voyons le portefeuille s'abaisser de 300 millions à 93 (1847-1851), du chiffre maximum atteint au moment de la crise au chiffre minimum auquel il est réduit pendant la liquidation.

Prolongeant l'observation jusqu'à l'époque actuelle, nous voyons ce chiffre maximum de 300 millions, doublé dans la crise suivante, en 1857, dépassé de 200 millions environ, en 1864. Puis, pendant la guerre, alors que le Trésor lui-même a recours à la Banque et lui fait escompter ses bons, le chiffre maximum s'élève à 2.578 millions ; mais, en 1882, alors que le Trésor a remboursé sa dette à la Banque, et qu'il n'y a plus que des effets de commerce, il ne dépasse pas 1.724 millions, près de six fois la somme observée en 1847 !

Ces recours de plus en plus nombreux à la Banque nous font toucher du doigt, s'il en était besoin, le développement des affaires et il lui est tellement lié que, quand elles font défaut, le portefeuille est réduit, pour ainsi dire, à rien aux époques de liquidation :

348 millions après la crise de 1857,
387 millions après la crise de 1864,
373 millions après la crise de 1873,
413 millions après la crise de 1882.

Par les chiffres qui précèdent, on voit que, si les chiffres maxima s'élèvent toujours, les chiffres minima des escomptes ne peuvent pas être réduits au

dessous d'un certain niveau qui représente la modeste circulation fiduciaire passant encore par la Banque quand il n'y a plus qu'un petit nombre d'affaires engagées à terme. A ce moment, on peut dire que le réveil est proche, et que la période de reprise des affaires, la période de prospérité n'est pas éloignée¹. Nous l'avions annoncée dans l'*Économiste français* en 1886, et, depuis ce moment, la baisse des prix arrêtée, la hausse a reparu ; le portefeuille de la Banque variant de 800 à 1.300 millions ; on se prépare à dépasser le maximum noté, en 1882, 1.724 millions.

Quel que soit l'article que nous observions, les oscillations des bilans en hausse ou en baisse sont toujours les mêmes ; nous pourrions les suivre sur tous les articles. Nous ne dirons qu'un mot de l'encaisse, dont les mouvements sont intimement liés à ceux du portefeuille et de la circulation des billets.

On suit, sur le tableau qui précède, les variations considérables de l'encaisse se présentant toujours au même moment. Au début du siècle et jusqu'en 1847, elles portaient sur de bien faibles sommes, mais les écarts étaient presque aussi sensibles, de 78 à 628 millions (1847-1851), puis de 628 à 152 (1851-1856), de 152 à 646 (1856-1859), et enfin, dernier abaissement, à 151 millions en 1864.

Pendant la liquidation de la crise, l'encaisse s'élève à 1.314 millions, en 1868, plus du double de tous les minima antérieurs. Une admirable période de prospérité allait s'ouvrir quand éclata la guerre de 1870. Il fallut liquider prématurément pendant que la période prospère suivait son cours chez les nations voisines jusqu'en 1873, où elle prend fin. La crise fut très violente au dehors, sans que la France y prit aucune part, liquidée qu'elle était depuis trois années, mais, tout en se relevant de ses ruines, elle dut subir la longue période de liquidation dont souffraient les places étrangères, liquidation qui ne fut complète qu'en 1879.

Sans insister sur la dépression de la réserve métallique pendant la guerre (398 millions), elle se relève rapidement pendant la liquidation, et atteint 2.281 millions en 1877, dépassant de 967 millions le maximum de 1868. Bien loin d'épuiser notre numéraire, le paiement de l'indemnité de guerre, auquel, par notre crédit, le monde entier avait contribué, provoquait le retour, dans notre pays, d'une somme métallique supérieure à celle que nous avions déboursée. La crise de 1882 voit l'encaisse baisser de 531 millions à 1.750 millions, et il se relève de 775 millions à 2.525 millions en 1886, la dernière année de la liquidation. Aujourd'hui, sous l'influence d'une combinaison de change pour le paiement des céréales qu'une mauvaise récolte nous obligera d'importer, ce chiffre est même dépassé (2.600 millions).

1. Non seulement on peut annoncer la reprise des affaires, comme cela a été possible en 1879 ou en 1886, mais on peut signaler l'approche de la crise, comme on l'a fait en 1881. (Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques, 1882.)

La succession des maxima et des minima, leurs retours à des époques bien déterminées par les circonstances qui les accompagnent, viennent confirmer tout ce que les mouvements du portefeuille nous avaient déjà montré.

Les mouvements de la circulation des billets, bien loin d'être la partie la plus mobile des bilans, en est, au contraire, la partie la plus fixe. Le chiffre maximum ne correspond pas, comme on serait porté à le croire, aux besoins du public pour l'escompte, puisque ce n'est pas au moment où le portefeuille est le plus gonflé qu'on l'observe. Il paraît être plutôt sous la dépendance de la rentrée des espèces dans les caisses de la Banque. C'est dans l'année ou dans les dix-huit mois qui suivent le moment où le maximum de l'encaisse a été touché, que l'on note le maximum de la circulation des billets, ce dernier est toujours supérieur, mais pas dans la mesure que l'on soupçonne.

Périodes	En caisse	Circulation
1847-1857	628	704
1857-1864	646	869
1864-1870	1.314	1.439
1877-1882	2.281	2.101
1882-1891	2.525	2.973

Jusqu'en 1882, la circulation des billets ne dépasse que de 100 à 200 millions l'encaisse; depuis, l'écart s'est beaucoup augmenté. Les minima se rencontrent au moment des embarras, pendant les crises, alors que ce n'est pas du papier que l'on demande, mais du métal. Les comptes courants du public et du Trésor ont suivi le mouvement de la richesse publique, les maxima de 200 millions se sont élevés à un milliard puis à 1.461 millions, mais ce sont des chiffres accidentels qui apparaissent et disparaissent au moment des emprunts, sans aucune liaison avec le mouvement commercial et les crises.

Voilà ce que nous donne l'examen des bilans des Banques confirmé en outre par le taux de l'escompte, le taux des reports, les cours des changes, le tableau des prix des marchandises, les Clearing-Houses; tout marche du même pas en hausse ou en baisse, selon le moment dans lequel on se trouve.

Les relations de ces divers articles sont trop intimes pour qu'il n'en soit pas ainsi; mais ce qui surprendra, c'est qu'on puisse généraliser, et alors, sauf quelques rares exceptions, quel que soit le relevé statistique qu'on ait sous les yeux, on sent l'influence des périodes de prospérité, de crise, de liquidation. L'état économique des populations est profondément touché, selon que l'on se trouve dans chacune de ces situations; nous en avons la preuve sous les yeux. Un coup d'œil sur la plupart des tableaux statistiques que l'on publie nous confirme ce que nous disent si clairement les bilans des banques; les séries ascendantes ou descendantes ne seront pas, il est vrai, aussi régulières; ainsi, pour certains articles, elles ne dépasseront pas quatre ou cinq années, pour d'autres six.

Ce qu'il faut retenir de cette observation, c'est une nouvelle constatation des périodes, c'est-à-dire la continuation d'un mouvement commencé dans un sens ou dans un autre, selon la mesure que l'on met dans la conduite des affaires et l'épuisement plus ou moins rapide du capital et du crédit des divers pays du monde, jusqu'à ce qu'une pause soit devenue nécessaire pour reprendre haleine dans la course vertigineuse que l'on poursuit.

Pour les consommations, prenons-nous le charbon de terre, les boissons, les tabacs, et enfin, pour saisir un ensemble, les recettes de l'octroi, sur chacun de ces articles les relevés annuels cadrent avec ceux des bilans.

Pour la circulation des produits et des personnes, que l'on prenne les recettes des chemins de fer, des omnibus et des voitures de place, il en sera de même.

L'aisance, le bien-être des populations nous sont ainsi révélés, et, si nous y joignons les recettes des caisses d'épargne et des contributions indirectes, le tableau sera complet. Les mouvements mêmes de la population ne pourront pas y rester étrangers, et les mariages, les naissances et les décès viendront aligner leurs relevés dans le même ordre que les produits les plus vulgaires. Les mariages et les naissances, toujours en croissance pendant les périodes prospères, diminuent pendant les périodes de liquidation, alors que les décès augmentent et que les excédents de population s'abaissent.

Une parcellle coïncidence de mouvements, constatée dans toutes les manifestations de la vie sociale, indique l'harmonie providentielle qui y préside, en laissant à l'homme toute sa liberté; si quelquefois il en est victime, c'est par l'abus qu'il peut en faire.

COMPTE RENDU
DU
CONGRÈS SCIENTIFIQUE
INTERNATIONAL
DES CATHOLIQUES

TENU A PARIS
DU 1^{er} AU 6 AVRIL 1891

QUATRIÈME SECTION
—
SCIENCES JURIDIQUES
ET ÉCONOMIQUES

PARIS
ALPHONSE PICARD, ÉDITEUR
82, RUE BONAPARTE, 82
—
1891

TABLE DES MATIÈRES¹

G. VERBIEST, <i>avocat à Bruxelles</i> . — La Propriété en droit naturel...	5
MGR TURINAZ, <i>évêque de Nancy</i> . — De l'étude et de la pratique du Droit canon en France à l'heure présente.....	17
ABBÉ TILLOY (<i>d'Esternay</i>). — De l'influence des fausses décrétales sur le droit public ecclésiastique au point de vue apologétique.....	35
L.-J. CLOTET, <i>professeur à l'Université catholique de Paris</i> . — Le Bénéfice sous les deux premières races.....	37
CH. CHOBERT, <i>professeur à l'Université catholique de Paris</i> . — Des conditions et des charges en matière de fondations.....	54
H. TAUDIERE, <i>docteur en droit, avocat à Paris</i> . — Des lacunes signalées par la jurisprudence dans la théorie du Code civil sur l'autorité paternelle et de la façon dont la loi du 24 juillet 1889 y a pourvu....	71
L. DURAND, <i>avocat à Lyon</i> . — Le Gage sans dessaisissement.....	90
C ^{te} DE VAREILLES-SOMMIÈRES, <i>doyen de la Faculté de droit à l'Université catholique de Lille</i> . — Note sur le caractère onéreux de l'accroissement qui s'opère en vertu de la clause de réversion dans les congrégations religieuses et autres associations.....	97
A. CÉLIER, <i>avocat au Mans</i> . — Le nouveau Code pénal italien.....	103
J. LACOINTA, <i>ancien membre de la Cour de cassation, professeur de droit international à l'Université catholique de Paris</i> . — Étude psychologique et morale sur la criminalité.....	114
HUBERT-VALLEROUX, <i>avocat à la cour de Paris, docteur en droit</i> . — Les personnes morales sans but lucratif et leur capacité de posséder....	141
A. BÉCHAUX, <i>professeur à l'Université catholique de Lille</i> . — La Législation internationale du travail.....	169
C ^{te} DE LUÇAY, <i>membre de la Société nationale d'agriculture de France, correspondant de l'Institut</i> . — Les Contributions de la France à cent ans de distance 1789-1889.....	180

1. Voir la table générale alphabétique en tête du fascicule d'introduction.

BOULLAIRE, <i>docteur en droit, ancien magistrat.</i> — De l'Assistance dans les campagnes.....	204
C ^{te} BAGUENAUT DE PUCHESSE. — Les sociétés de Secours mutuels, les Caisses de retraite et l'Assurance obligatoire.....	220
C. JUGLAR. — Des crises commerciales et de leur retour périodique en France et en Angleterre et aux États-Unis.....	230
C ^{te} YVERT. — De l'Union de la propriété et de l'autorité pour la paix sociale.....	240
L. OLIVI, <i>professeur à l'Université de Modène.</i> — Des moyens du droit international contre l'anarchie.....	249
C. ANTELME, <i>membre du Corps législatif et du Conseil exécutif de l'île Maurice.</i> — Les Réformes à l'île Maurice dans la législation civile.....	258
PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.....	266

